

Études internationales



En réponse à ...

Andrew L. Zapantis

Volume 16, numéro 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701874ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701874ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Zapantis, A. L. (1985). Compte rendu de [En réponse à ...]. *Études internationales*, 16(2), 464–467. <https://doi.org/10.7202/701874ar>

des institutions de planification et de contrôle dont il faut libérer l'économie par des institutions de la légalité socialiste. Dans la perspective de toute l'histoire de la Chine, cette conjoncture exige une idéologie pas moins révolutionnaire que celle d'Adam Smith en Grande-Bretagne au XVIII^{ème} siècle.

H. R. C. WRIGHT

Département d'économie
Université McGill, Montréal

3. EN RÉPONSE À...

Certaines rectifications doivent être apportées au compte rendu de mon ouvrage *Greek-Soviet Relations, 1917-1941*, publié dans le numéro de mars 1984 d'*Études internationales* (Vol. XV, n° 1, pp. 254-256).

Alors que le livre que j'ai écrit porte sur la période 1917-1941, le compte rendu qui en a été fait se termine avec l'année 1932 et ne couvre donc pas les neuf dernières années étudiées dans l'ouvrage; il laisse ainsi de côté le dernier tiers du livre (plus de 200 pages) qui porte sur la période cruciale des années de guerre 1939-1941 et sur la guerre de la Grèce contre l'Italie et l'Allemagne, ainsi que le dernier chapitre qui analyse la relation existant entre l'attaque de la Yougoslavie et de la Grèce par Hitler et l'invasion de l'URSS. De fait, le compte rendu ne fait aucune référence aux parties de l'ouvrage qui contiennent des données importantes et jusqu'à maintenant inédites.

Bien que l'auteur du compte rendu reconnaisse l'utilité de l'ouvrage, le grand nombre d'informations qu'il contient et la recherche approfondie sur laquelle il se base, notamment du côté des sources soviétiques, il affirme que le livre:

ne possède aucune conclusion, bilan ou synthèse. Le lecteur est entraîné dans le labyrinthe d'une description fort détaillée, sans que l'auteur l'aide le moins du monde à s'élever au-dessus de la mêlée, pour jeter un coup d'oeil d'ensemble sur le sujet. Il doit lui-même procéder à cette synthèse.

Cette critique se révèle sans fondement car le sujet est présenté suivant un ordre chronologique et le livre possède une table des matières détaillée, complétée par un index de 17 pages. Un coup d'oeil à la table des matières renseignera immédiatement le lecteur sur les principaux sujets traités dans chaque chapitre. De plus, des conclusions et des bilans apparaissent à la fin de plusieurs chapitres, par exemple aux pages 129, 284, 372, 496, 593 et le reste. Pour ce qui est de la critique relative

au manque de synthèse en particulier, il semble que ce soit le compte rendu qui souffre de cette lacune puisqu'il s'arrête à 1932 alors que l'ouvrage se rend à juin 1941. En fait, le tiers du compte rendu porte sur une dizaine des pages introductives du livre consacrées à la période présoviétique (la Russie avant 1917), alors qu'on n'y trouve aucune référence, nous l'avons déjà dit, aux chapitres traitant de l'événement primordial : la lutte de la Grèce contre les puissances de l'Axe. Ceci ne constitue guère un excellent exemple de synthèse.

L'auteur du compte rendu affirme que :

l'auteur passe sous silence l'important témoignage du leader communiste grec Iannis Kordatos, qui reçut, en 1922, un envoyé du gouvernement soviétique et du Comintern. Cet envoyé lui dit que les Soviets étaient prêts à lâcher Kemal, à soutenir la Grèce et à l'aider à la faire sortir de l'impasse de la guerre contre la Turquie 'comme contrepartie de ce soutien, le gouvernement soviétique demande sa reconnaissance [par le gouvernement grec], même de facto'.

Cet « important témoignage » de Kordatos n'est en réalité qu'une déclaration non documentée et non confirmée. Kordatos lui-même ne mentionne son « témoignage » qu'en passant et de façon très brève dans son ouvrage intitulé *Historia tis Neoteris Helladas* (Histoire de la Grèce moderne), dans le volume 5, pp. 566-568, publié en 1958. Dans le même ouvrage, il déclare qu'il fit d'abord état de cette « petite histoire » (les guillemets sont de Kordatos) lors d'une conférence prononcée à Athènes en 1945, soit 23 ans plus tard. Kordatos ne cite ni le nom ni même le pseudonyme de l'émissaire soviétique, ni les dates exactes de leurs rencontres. Il affirme qu'ils se rencontrèrent pour la première fois vers la fin d'avril 1922 et que l'émissaire soviétique lui montra ses lettres de créances signées également par Chichérine, le commissaire soviétique aux Affaires étrangères. Kordatos ajoute que le gouvernement grec refusa de tenir compte de l'offre soviétique, une occasion unique ayant alors, paraît-il, été perdue.

Cependant, les déclarations de Kordatos sont contredites par plusieurs documents du ministère des Affaires étrangères soviétique, et par d'autres sources que je cite mais dont l'auteur du compte rendu n'a d'évidence pas tenu compte.

De plus, parmi les centaines de documents du ministère des Affaires étrangères soviétique que j'ai examinés et qui sont cités dans le chapitre portant sur la période 1919-1922, je n'ai trouvé aucune mention de l'envoi en Grèce d'un émissaire soviétique ayant pour mission d'entrer en rapport avec Kordatos et le gouvernement grec. Il est important de souligner que les documents du ministère soviétique donnent des détails sur les plans soviétiques en vue de prendre contact avec des diplomates grecs, sur les rencontres entre diplomates soviétiques et grecs dans différentes capitales européennes (pp. 79-80), sur les messages échangés entre les gouvernements soviétique et grec (p. 87) et même sur les messages échangés entre Chichérine et l'Association des réfugiés grecs de Russie vivant à Athènes (p. 88). Les documents soviétiques mentionnent également les tentatives effectuées par le gouvernement grec, par l'intermédiaire de plusieurs ministres, pour entrer en rapport avec les Soviétiques et entreprendre des négociations (p. 94). D'autre part, on ne retrouve aucune trace de l'allégation de Kordatos dans le volume I (1920-1924) des *Episima Keimena* (Textes officiels) du Parti communiste grec (KKE), publiés en 1974 (que ce soit dans les documents, notes de bas de page ou chronologie événementielle), un volume qui fut également cité dans mon livre.

Au moment où Kordatos et l'émissaire soviétique auraient désespérément tenté, en avril 1922, de trouver une façon de prendre contact avec le gouvernement grec, les documents du ministère des Affaires étrangères soviétique montrent que les gouvernements grec et soviétique *avaient en fait été en relation tout au long de l'année précédente*, l'année 1921, par l'intermédiaire de leurs diplomates en poste dans les capitales européennes ; et à la suite de ces rapports, des bateaux grecs

commencèrent, à la fin de 1921, à rapatrier 15,000 Grecs du sud de la Russie (pp. 79-80).

Lorsque Chichérine voulait prendre contact avec les Grecs et négocier avec eux, il n'envoyait pas d'émissaire secret à Athènes mais il chargeait simplement ses diplomates en Estonie, à Berlin ou à Londres d'entrer en rapport avec les ambassadeurs grecs de ces pays. Le 31 juillet 1921, par exemple, lorsque l'armée grecque approchait d'Ankara et qu'une défaite turque semblait possible, Chichérine décida de négocier avec les Grecs (p. 89). Il envoya un câble à son représentant officiel adjoint à Londres, Y.A. Berzin: « Proposez aux Grecs d'envoyer quelqu'un à Varsovie pour négocier... ou à Riga, si cela leur convient mieux ». Les documents soviétiques ajoutent que les négociations n'eurent pas lieu, non pas à cause du manque d'intérêt de la Grèce, mais parce que les Soviétiques changèrent d'idée, apparemment en raison du recul de l'armée grecque. Le 10 octobre 1921 également, Chichérine déclara dans une note aux Kémalistes (p. 94): « Le gouvernement grec, par l'intermédiaire de plusieurs de ses ministres, a proposé à la Russie d'entreprendre des négociations sur la reprise des relations et sur les rapatriements, mais le gouvernement russe n'a rien entrepris de ce genre », ceci parce qu'il voulait sonder le gouvernement kémaliste, opposé à de telles négociations. De plus, au moment où, selon Kordatos, l'émissaire secret soviétique aurait tenté, à Athènes, d'entrer en contact avec des représentants grecs, des sources grecques rapportent que le premier ministre grec, D. Gounaris, au cours de la Conférence de Gênes (avril-mai 1922), tenta à plusieurs reprises d'entrer en rapport avec des représentants soviétiques se trouvant à Gênes, ceux-ci ayant toutefois refusé de le rencontrer (p. 108).

Kordatos soutient que l'émissaire soviétique lui a dit que Moscou avait changé d'avis au sujet de Kemal parce qu'il avait la preuve que des contacts secrets avaient été établis entre les Turcs et les Français. Mais plusieurs mois plus tôt, le 20 octobre 1921, les kemalistes avaient signé avec les Français (Franklin-Bouillon) un accord auquel on avait fait beaucoup de publicité. En dépit de l'existence de

cet accord, les Soviétiques envoyèrent à Ankara, en guise de conseiller militaire, le réputé général M.V. Frunze, ils augmentèrent leurs livraisons d'armes aux Kémalistes et accrurent leur aide financière à ces derniers. Il n'y a donc aucune preuve d'un changement d'attitude de la part des Soviétiques envers Kemal au printemps de 1922.

Que la personne qui a rédigé le compte rendu accuse l'auteur, malgré les preuves ci-dessus, d'ignorer délibérément, de « passer sous silence », un « important témoignage », accusation effectuée sur la base des seules suppositions de cette personne, est pour le moins ahurissant.

Le recenseur a-t-il pensé que l'auteur, après avoir pris connaissance des preuves contenues dans les documents soviétiques, ait pu considérer la « petite histoire » de Kordatos peu convaincante, sans fondement ou sans valeur? Le fait que le recenseur lui-même accepte sans discernement la déclaration de Kordatos et la mentionne dans son propre ouvrage, *Propagande et pressions en politique internationale* (p. 66) publié en 1963, ne fait pas de ce témoignage une vérité absolue.

Quant à la remarque finale du recenseur (M. Dimitri Kitsikis) sur les thèses de doctorat, qui n'est guère pertinente, il faut souligner que c'est un ouvrage qui lui fut soumis pour compte rendu, un ouvrage ayant été publié et traitant spécifiquement des relations entre la Grèce et l'URSS, et non une thèse de doctorat à corriger.

Enfin, l'absence, dans le compte rendu, de toute référence au dernier chapitre de mon livre est flagrante. Ce chapitre traite de ce qui suit: Depuis 1945, donc pendant plus de trente-cinq ans, les généraux et les historiens allemands, ainsi que d'autres historiens, soutinrent à plusieurs reprises que le printemps fut tardif en Europe de l'Est en 1941, et qu'un dégel tardif et la crue des eaux (et non la campagne allemande dans les Balkans) furent responsables du retard avec lequel débuta l'invasion de l'URSS. L'étude que j'ai faite (au dernier chapitre) est la première étude à avoir fait état des rapports météorologiques détaillés de l'Europe de l'Est (y compris des tables

météorologiques préparées spécialement pour l'auteur par le Service météorologique ouest-allemand et des données fournies par le service météo polonais), rapports qui réfutent ces dires.

En fait, le volume III, paru récemment, de la série *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg* (Le Reich allemand et la Seconde Guerre mondiale) du *Militaergeschichtliches Forschungsamt*, l'institut officiel ouest-allemand de recherche en histoire militaire, souligne (p. 483) que le dernier chapitre de mon livre contient une « analyse complète » du sujet; enfin, ce volume ne cite que trois études portant sur ce sujet, dont la mienne.

Andrew L. ZAPANTIS

New York

4. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Hélène GALARNEAU

BYERS, R.B. and SLACK, Michael (Ed.). *Canada and Peacekeeping: Prospects for the Future*. Downsview, York University, 62 p.

HAWES, Michael K. *Principal Power, Middle Power, or Satellite?*. Downsview, York University, 58 p.

Ces deux petits ouvrages ont été préparés dans le cadre du programme d'études stratégiques de l'Université York. Au moment où le nouveau gouvernement canadien entreprend un débat public sur la révision de ses politiques étrangère et de défense, le premier ouvrage permettra au lecteur de renouer en peu de temps avec les principales composantes du débat sur la participation canadienne aux opérations de maintien de la paix, que le gouvernement conservateur envisage d'augmenter. Ce bref exposé rapporte les discussions d'un atelier qui rassemblait quelques spécialistes canadiens en études stratégiques. Il rappelle les enjeux de ces opérations, le rôle qu'y a joué le Canada et évalue leur efficacité et leur utilité. Réunis en 1983, avant donc la fin de l'ère Trudeau, les participants recommandaient notamment la préparation d'un nouveau Livre blanc sur la défense et la définition, dans le cadre de cette politique, de principes précis qui présideraient à la participation canadienne aux opérations de maintien de la paix.

Le second ouvrage intéressera particulièrement les spécialistes. Il recense les approches sur lesquelles se sont fondées les études de la politique étrangère du Canada. Deux perspectives ont ainsi été au coeur du débat idéologique dont a fait l'objet l'étude de cette politique : la perspective internationaliste – qui reste dominante – qui repose sur le thème de la puissance moyenne, et la perspective du nationalisme économique, centrée sur le thème de la dépendance ou du satellite. Une « troisième option » est toutefois venue récemment défier les deux premières, l'approche néo-réaliste complexe qui considère le Canada comme une puissance principale. À